



## Séance ordinaire du mardi 3 octobre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trois octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Zohra DIRHOUSI, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Cyril MEUNIER, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI**

## **Aménagement durable - Convention relative à la tarification multimodale SNCF-TaM sur le ressort territorial de la Métropole entre la Région Occitanie, Montpellier Méditerranée Métropole, TaM et la SNCF - Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Dans un contexte de crise économique et de menaces sur les équilibres environnementaux, les pouvoirs publics et les Autorités Organisatrices de Transport (AOT) proposent une solution de déplacement plus durable : le transport public, facteur important d'aménagement du territoire et de cohésion sociale, en axant son développement à l'échelle régionale vers une complémentarité des modes trains régionaux/car/bus/tram, impliquant la continuité des chaînes de déplacements plus lisibles et attractives.

En particulier, la connexion transports régionaux/transports urbains devient un élément pertinent dans l'organisation, l'orientation, la maîtrise des déplacements dans les espaces périurbains des agglomérations en pleine expansion. L'articulation des dessertes, le développement de pôles d'échange, la mise en œuvre d'une information multimodale adaptée, et la création d'une tarification intégrée constituent les quatre leviers sur lesquels s'appuyer pour favoriser l'intermodalité.

La tarification intermodale Kartatoo existe depuis 2007, année de la signature de la convention initiale entre l'ex-Région Languedoc-Roussillon et les agglomérations de Montpellier et Nîmes, pour les abonnements de travail et études mensuels.

Cette tarification est soumise à une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Région Occitanie et SNCF Voyageurs.

La convention de service public ferroviaire régional de transport de voyageurs liO Train (2023-2032) à son entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023 se substitue à la convention de service public ferroviaire régionale de transport de voyageurs entre la Région Occitanie et SNCF Voyageurs (2018-2025).

En outre, la convention de service public ferroviaire régionale de transport de voyageurs entre la Région Occitanie et SNCF Voyageurs a vu sa fin anticipée (2018-2025). Cependant, la durée de la convention relative à la tarification multimodale sur le ressort territorial de Montpellier Méditerranée Métropole ne peut excéder la durée de la convention de service public ferroviaire régionale de transport de voyageurs entre la Région Occitanie et SNCF Voyageurs (2018-2025), soit le 31 décembre 2032. C'est pourquoi il est proposé de réaliser un avenant à la convention actuelle afin de mettre en cohérence les dates de fin de convention.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant à la convention relative à la tarification multimodale SNCF-TaM sur le ressort territorial de la Métropole entre la Région Occitanie, Montpellier Méditerranée Métropole, TaM et la SNCF ;
- De dire que la recette sera imputée sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 17/10/23

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 18 octobre 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20231003-246212-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 17/10/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant 1 Kartatoo Intrazone Montpellier 2023.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.